

● (1430)

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES MÉTHODES DE MANIPULATION  
DES MATIÈRES RADIOACTIVES

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, lorsque le ministre fera son rapport, pourra-t-il nous dire depuis combien de temps lui-même et son ministère ou la Commission de contrôle de l'énergie atomique ou tout autre organisme, sont au courant de la situation qui règne à Ottawa et quelles mesures correctives ont été prises avant la publication de ces nouvelles? Le ministre va-t-il lancer une enquête publique sur la façon dont les matières radioactives sont manipulées par l'industrie et contrôlées par la Commission de contrôle de l'énergie atomique en vue d'assurer la sécurité de tous les Canadiens et pas seulement de ceux de la région d'Ottawa? Je signale au ministre qu'il pourrait y avoir des dépôts de déchets radioactifs dans d'autres régions du pays.

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** J'ai déjà déclaré en réponse à des questions la semaine dernière que je n'ai pas encore reçu de preuves qui justifient une enquête approfondie. Je n'écarte pas la possibilité d'une enquête, mais je n'ai pas encore reçu les preuves voulues. Quant à la question du nettoyage, on a déjà prévu des mesures correctives à savoir l'enlèvement des déchets aux endroits en question de la région d'Ottawa et cela devrait être terminé d'ici le début du printemps.

GAZ NATUREL—LES MESURES ENVISAGÉES EN CAS DE  
PÉNURIE EN 1980

**M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. L'année dernière, l'Office national de l'énergie prévoyait une pénurie imminente de gaz canadien, problème qui serait résolu par la construction du gazoduc canadien de l'Arctique qui requiert les réserves de Prudhoe Bay. Compte tenu de la déclaration faite par le gouverneur Hammond devant la Commission fédérale de l'énergie à Washington hier au sujet de l'approbation par l'Alaska du projet d'El Paso, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a-t-il trouvé d'autres solutions pour éviter une pénurie de gaz au début des années 80?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, l'Office national de l'énergie s'occupe à fond de cette question. Il mène des audiences. Elles sont ajournées pour le moment et cela pour des raisons que le député connaît certainement, mais l'Office reprendra très bientôt ses audiences pour étudier deux demandes faites au Canada.

Le député sait sans doute également que les délibérations se poursuivent aux États-Unis pour établir la réglementation et que deux demandes ont été présentées là-bas. L'une propose l'itinéraire d'El Paso et l'autre la Gas Arctic. Le congrès américain étudie des bills et le sénateur Mondale en a récemment présenté un à l'égard de la Gas Arctic; j'estime donc que la réglementation à cet égard se poursuit dans les deux pays.

GAZ NATUREL—LA QUESTION DE L'APPROVISIONNEMENT DU  
MARCHÉ CANADIEN

**M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest):** Compte tenu de cette réponse, j'aimerais savoir si l'on poursuit actuellement des études en vue de trouver d'autres sources d'approvisionnement en gaz au cas où les États-Unis opéreraient pour la route d'El Paso? Ou bien le gouvernement a-t-il l'intention de permettre à ce pays d'utiliser le pipe-line de la vallée du

## Questions orales

Mackenzie même si 12 p. 100 seulement du gaz transporté est destiné au marché canadien?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** J'ai déjà dit au député que l'Office national de l'énergie était saisi de cette question. Il étudie les besoins, les délais et les demandes présentés par deux concurrents.

\* \* \*

## LES AFFAIRES URBAINES

LA HAUSSE DU PRIX DES TERRAINS—LES MESURES  
PRÉVENTIVES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances ou au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Je leur laisse le soin de décider lequel des deux me répondra.

La hausse effrénée du coût de l'habitation dans le pays rend les logements même les plus modestes inaccessibles à la plupart des Canadiens, et le prix du terrain est un facteur essentiel. Comme, selon une enquête récente, celui-ci a augmenté à un rythme exorbitant, le gouvernement envisage-t-il de restreindre la hausse du coût des terrains?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le député veut-il parler de restrictions dans le cadre du programme de lutte contre l'inflation?

**M. Baldwin:** Peu importe.

**M. Macdonald (Rosedale):** Dans le cadre du programme de lutte contre l'inflation, nous avons discuté de cette question avec les représentants des gouvernements provinciaux. Nous avons reporté à plus tard l'étude du problème en attendant de régler certaines autres difficultés immédiates que connaissent la Commission de lutte contre l'inflation et les gouvernements provinciaux. Il va sans dire, toutefois, que le prix des terrains a largement contribué à la hausse du coût des logements au Canada ces dernières années, et c'est une question qui préoccupe le gouvernement fédéral autant que les gouvernements provinciaux.

L'INCIDENCE DE LA HAUSSE DU PRIX DES TERRAINS SUR LA  
CONSTRUCTION DE MAISONS

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, étant donné la réponse plutôt douceuse du ministre des Finances, j'aimerais demander au ministre d'État chargé des Affaires urbaines si le gouvernement estime que l'imposition de restrictions relativement à l'augmentation du prix des terrains pourrait faire obstacle à la mise en disponibilité de terrains appropriés à la construction de maisons.

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, étant donné la question plutôt douceuse du député, j'aimerais dire que je suis certain qu'il se rend compte qu'il y a là une affaire de juridiction. Nous en avons discuté avec les ministres provinciaux du logement et le gouvernement fédéral s'y intéresse beaucoup. Nous avons fait notre part de bien des façons en aidant les municipalités à viabiliser les terrains grâce à des prêts assez importants, dont bon nombre ne sont pas remboursables, afin d'essayer de mettre plus de terrains sur le marché. Cependant, pour ce qui est d'abaisser les prix, un aspect de la question entre dans le cadre du programme de lutte contre l'inflation et l'autre aspect relève des attributions provinciales et nous discutons régulièrement de la situation avec les responsables provinciaux.